



La Commune



IL N'Y A RIEN A REMANIER ! QU'ILS S'EN AILLENT TOUS, ET QU'IL N'EN RESTE AUCUN !

La chronique

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 69 – jeudi 18 octobre 2018

Comme si de rien n'était , le Pouvoir continue à prendre des mesures qui frappent cruellement l'immense majorité de la population. Dont les retraités....

Comme si de rien n'était , la Concertation en vue de briser le système de retraite se poursuit, avec tous « les partenaires sociaux ».

Comme si de rien n'était , le Pouvoir continue à fournir les princes saoudiens en armes, les aidant ainsi à semer la pire des famines au Yémen. Tout comme il continue à soutenir l'Etat fasciste-raciste-terroriste d'Israël qui tue, ampute les jeunes palestiniens qui veulent retourner sur leur terre natale.

Comme si de rien n'était , le Pouvoir désertifie et ruine la plupart des régions, asphyxie et liquide les communes.

Comme si de rien n'était , cet Exécutif et sa cour des miracles « parlementaires » implose : il n'y a plus à ce jour de gouvernement. Son remaniement marque le pas.

Comme si de rien n'était , les Oppositions se préoccupent de petites élections et de leurs propres implosions, Mélenchon et ses seconds couteaux passant de l'enfumage au bourrage de crâne pour faire passer sa marchandise politique avariée en contrebande.

Macron, le tyranneau, toujours plus « à cran » tient encore, mais les nerfs de ses obligés lâchent déjà, les « vaches, cochons, couvées » qu'il promettait aux anciens et nouveaux riches sont décommandées...Rien ne ruisselle. Tout implose.

Chronique laconique

Quel est donc le « fait du jour » ?

Le fichier qu'annotait, paraît-il, le secrétaire général de FO, sur les secrétaires des fédérations, de façon qui n'était guère civile ? Nous sommes, en tous cas, estomaqué de voir que Berger, le patron de la CFDT, demande la démission du principal dirigeant...d'une autre centrale. Voudrait-il prendre aussi la tête de FO ? Et, puis quoi encore ? Idem pour cette ministre qui, elle aussi, voudrait décider qui doit être secrétaire général de FO !!! Pavageau finit par jeter l'éponge...

La perquisition qui affecte Mélenchon ? Un perquisitionné de marque qui peut, au cours de cette opération, communiquer avec la terre entière, surtout pour marteler qu'il est un parlementaire et, ce faisant, INTOUCHABLE et SACRÉ ! ¹ ... **Au lieu d'expliquer que ces « enquêtes préliminaires » sont une**



façon de parer à une véritable enquête menée par un juge d'instruction, préservant la présomption d'innocence, ou à empiéter sur l'instruction (qui, au besoin, peut déboucher sur un non-lieu.) .

Mélenchon qui a gardé le silence lorsque les deux victimes de Benalla ont été assignées à comparaître devant le Tribunal pénal , sur ordre du parquet, en l'absence de toute plainte, se plaint à passer pour la victime qu'il n'est en rien.

« *Des brancards, tout de suite* »

Le remaniement du gouvernement, après quinze jours de tiraillements et d'implosion ? Ce n'est pas anodin, en effet ! Pourtant, notre fait du jour est autre :

« *Le professeur Michel Canis, chef du service de chirurgie gynécologique du CHU de Clermont-Ferrand a démissionné. Il continue d'exercer la médecine au CHU mais le sentiment d'impuissance était trop fort. L'impression de n'être là que pour « faire avaler des pilules toujours plus amères aux personnels et aux médecins du service et des pilules décidées par d'autres, très loin d'ici ». Pour rester en accord avec ses convictions, il ne veut plus « servir de courroie de transmission de décisions qu'il désapprouve ». Décisions qui finissent, selon lui, par gêner le fonctionnement de l'hôpital public . »*

Voilà quatre ans que grèves, grèves de la faim, suicides, arrêts-maladies s'enchaînent dans les hôpitaux en détresse. Un seul constat : les fédérations syndicales des personnels hospitaliers n'ont rien fédéré, autre que deux ou trois journées d'action sans suite en trois ans. Les confédérations n'ont pas appelé à une manifestation nationale des salariés directement concernés et de la population en défense des hôpitaux publics, des maternités, des EHPAD...Les tourneurs de phrases de la gauche radicale, les porte-parole qui se disent « insoumis » non plus. Ne serait-ce que pour affirmer : **plus une seule suppression de postes, remplacement de tous les postes vacants, plus une seule suppression de lit, plus une seule fermeture de services, d'établissement ! Plan d'embauche pour couvrir tous les besoins !**

Le gynécologue du CHU de Clermont démissionnaire témoigne :

« **Faire plus avec moins** . « *L'impératif financier compromet la prise en charge des patients avec qui parler devient un exploit, rend les conditions de travail des infirmières tellement difficiles que beaucoup "craquent" allant parfois jusqu'au suicide. Au bloc opératoire, le temps est devenu le critère majeur, il faut remplir les salles pour "rentabiliser" les équipements, mais finir à l'heure pour laisser la place aux autres ou éviter les heures supplémentaires. Il faut faire plus avec moins, remplacer les secrétaires avec la dictée vocale et les secrétariats en ligne ou limiter le temps de prise de rendez-vous comme si l'accueil du patient et la prise en compte de sa situation n'était plus le rôle essentiel de la secrétaire hospitalière !* », concède le gynécologue. Réduire les lits, ne pas pouvoir investir dans des projets...

Des années de restrictions budgétaires

Qualité des soins . Selon lui, après des années de restrictions budgétaires, ces « économies financières sont hors de propos et inacceptables lorsqu'elles compromettent gravement la qualité des soins ». Pour exemple, il cite les caméras avec lesquelles il opère qui vieillissent, dont l'image s'assombrit... et ne sont

pas remplacées. En chirurgie gynécologique, les listes d'attentes s'allongent... « L'indication médicale peut être parfois modifiée parce qu'on sait que l'on n'a pas de place au bloc opératoire avant six mois ! ». Un paramètre qui modifie l'approche thérapeutique. Et de donner l'exemple d'une femme de 38 ans qui vient pour un problème de stérilité et qui est orientée vers la PMA (procréation médicale assistée) faute de programmation chirurgicale avant six à huit mois »² ...

Nous avons également visionné les images de cet hôpital des Antilles visité par la ministre Buzyn. C'est très significatif : ici, pas de responsable syndical cherchant à ramener à la raison cette ministre qui, elle-même, a conscience d'être une ministre de pacotille. Elle tente de dire qu'elle fait ce qu'elle peut pour les hôpitaux, qu'elle n'a pas de baguette magique mais qu'elle est engagée dans une démarche de progrès. Que disent les agents hospitaliers ? **On veut des brancards tout de suite !** La ministre ne peut pas leur répondre : « vous allez les avoir » -

Ces agents ne cherchent pas un dialogue social soporifique, ils veulent leurs brancards pour les malades et pour ne pas être malades eux-mêmes. C'est un concentré de ce qui se passe dans toute la société, où, décidément, « rien n'est possible ! ».

Ce reportage vaut cents thèses sur les rapports sociaux réels en France, comme ailleurs et l'état d'esprit des salariés.

C'est cette réalité-là qui conduit à l'explosion sociale.

Ce pays est à cran.

Mélenchon, toujours lui, s'essaie alors à la politique-fiction. Sentant bien que son enjeu des européennes n'intéresse pas « Les gens », il s'attend à une dissolution de l'assemblée nationale, tant il est vrai que tout peut arriver. Et annonce avant l'heure, qu'il se tient prêt à gouverner avec...Macron, dans la « cohabitation »³ . Comme le dit un vieil adage allemand : « Coq qui chante trop tôt...finit à la casserole ». Dans sa « France insoumise », c'est la politique-friction qui l'emporte sur ces mornes considérations, ce triste « avenir en commun ». De son côté, Simone de Beauvoir aimait à dire, avec une pointe d'humour bien rangé, que la politique est l'art de prévoir le présent.

Mélenchon, encore lui, armé de son « parti de gôche », s'apprête donc à accueillir dans La France insoumise, la « gôche » du parti socialiste qui se réduit à Emmanuel Maurel et Marie-Noëlle Lienemann. Cela se passe au-dessus de la tête des groupes de la France insoumise à qui il avait été promis, il y a un an : « fini la tambouille ! ». A la question : qui anime nationalement LFI, Nous n'avons pas de réponse directe. Dans les faits, c'est la direction du PG.

Dans ce qu'il reste du Parti socialiste, c'est la lutte des places qui l'emporte, au prix d'une crise d'identité inextricable. Dans ce qu'il reste du parti communiste qui détient encore ce que l'on appelle un corps militant, la crise d'identité est plus sévère encore, après 25 années de dissolution rampante, sous l'habit de la « mutation ».

Les appareils syndicaux connaissent les mêmes convulsions. La concertation des pires réformes est imposée par la tête de ces appareils, Martinez en tête. Dans la rue, le 9 - le 10, dans les salons !

Silences confédéraux sur les violences patronales et policières antisyndicales !

Pendant ce temps-là :

«Au 18ème jour de grève, ce vendredi matin vers 6h, 2 de nos camarades ont tenté pacifiquement d'empêcher les remplaçants des grévistes de pénétrer dans l'hôtel en leur demandant (vainement) de présenter le contrat de travail qui justifiait leur présence.

Ça n'a pas plu à la direction du Park Hyatt Vendôme qui n'a rien trouvé de mieux que d'envoyer ses agents de sécurité agresser sauvagement nos 2 camarades, Sofiane et Moussa.

Nos deux camarades ont perdu connaissance. Le SAMU et les pompiers sont intervenus et les ont évacués vers les urgences . »⁴ ...

Prenant le relai de cette milice patronale, les forces de l'ordre « régulières » ont expulsé les grévistes, le 12 octobre, manu militari, après 12 jours

Leurs revendications :

Les grévistes - près de 75% du personnel de la sous-traitance, selon la CGT-HPE - réclament leur internalisation dans les effectifs de l'hôtel, "seul palace parisien" qui fait appel à une société extérieure pour son service hébergement (gouvernantes, femmes de chambre, équipiers, valets de chambre). Ils

demandent également une augmentation pour leurs collègues déjà intégrés, dont une dizaine est aussi en grève selon la CGT-HPE. Autre revendication : la mise en place de délégués de proximité. Les ordonnances réformant le droit du travail ont supprimé le droit pour les salariés de la sous-traitance de se présenter aux élections professionnelles dans l'établissement où ils sont mis à disposition.

La fédération CGT Commerce se retrouve seule à appeler à une manifestation nationale, ce jeudi 18 octobre. Et, Martinez ? Et le bureau confédéral ? qu'en disent-ils ? Cela n'entre pas dans leur calendrier, ou bien ? Et les dirigeants des autres fédérations CGT ? Et les leaders des autres confédérations syndicales ?

Atteinte au droit de grève, violences patronales et policières. Aucune réaction à la hauteur des appareils syndicaux centraux !

Vers la révolution sociale

Quoi que l'on puisse penser de l'avenir proche ou lointain, on ne peut pas continuer avec Macron et son « nouveau monde ». On ne le « bloquera » pas tant qu'il sera « légitimé » par ceux-là même qui prétendent le combattre, tant que les représentants centraux des organisations syndicales se rendront à ses convocations pour « traiter » le dossier anti-retraites ou pour négocier la liquidation de l'Assurance-chômage. Voilà ce que l'on peut dire au niveau politique, c'est-à-dire général. Ou alors, le « blocage » de Macron viendra d'une action indépendante des salariés, des jeunes, des femmes, des retraités et de la population qui ne veut plus continuer à vivre ainsi, qui ne saura plus supporter ce qui se passe.

N'hésitons pas à le dire :

Quand un Pouvoir est à ce point « implosé »,

Quand les organisations syndicales ne sont plus en capacité de défendre les intérêts matériels et moraux des salariés du fait du « partenariat » de leurs appareils centraux avec le Pouvoir et le Medef,

Quand il n'y a plus de débouché politique, de solutions de rechange dans le cadre du système capitaliste et du régime politique actuel,

Quand toutes les issues sont bloquées par les « opposants » et les décideurs syndicaux nationaux,...

il n'existe, par éliminations successives qu'une seule perspective : la révolution sociale... sous l'effet de la colère et des souffrances trop longtemps comprimées...

Post scriptum

Remaniement ou Re-management ?

Le mot « management » est un de ces anglicismes qui vient du mot français « maniement ». Il aura donc fallu deux semaines pour ce remaniement d'un gouvernement qui, jusqu'à présent, n'était qu'un paravent de la Bande à Macron, sise à l'Élysée. « *« Ils [le président de la République et le Premier ministre Edouard Philippe] ont essuyé beaucoup de refus » a confié un conseiller gouvernemental ... »*⁵ Même l'ancienne animatrice Claire Chazal a été sollicitée pour le ministère de la Culture, d'où Nyssen a été exfiltrée.

Le Figaro enchaîne :

*« Tout ça pour ça ». Vingt-quatre heures après l'annonce du nouveau gouvernement, une enquête Odoxa-Dentsu Consulting pour Le Figaro et France Info révèle que le remaniement a globalement déçu les Français... Et pour cause, près de deux tiers des sondés (60%) se disent « insatisfaits » par la composition de l'équipe »*⁶

Bruno Retailleau, député LR dit : « *« Pour qu'un remaniement puisse fonctionner, il eût fallu qu'Emmanuel Macron se remanie lui-même »*. Chose impossible !

A SUIVRE...

18 octobre 2018

1 <http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2018/10/16/...>

2 <https://www.lamontagne.fr/clermont-ferrand/sante/puy-de-dome/...>

3 <https://www.huffingtonpost.fr/2018/10/15/melenchon-imagine-une-dissolution...>

4 <http://www.cgt-hpe.fr/alerte-phv-agression-de-2-grevistes-ce-matin-a-6h-par-les-vigiles-du-palace/>

5 <https://www.20minutes.fr/arts-stars/culture/2355815-20181017-remaniement-claire-chazal-refuse-poste-ministre-culture>

6 <http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2018/10/17/250...>

Modifié le jeudi 18 octobre 2018

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>